pays d'ORTHE et ARRIGANS
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Rapport d'Orientations Budgétaires 2023

Sommaire

I- LOI DE FINANCES 2023

II- PRINCIPAUX INDICATEURS ET RATIOS

1 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES
1.1 - Les masses budgétaires
1.2 - Soldes financiers
1.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel
1.4 - Endettement

2 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS
2.1 - Soldes intermédiaires de gestion
2.2 - Epargne brute
2.3 - Effet de ciseau

3 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT
3.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux
3.2 - Annuités de la dette
3.3 - Ratio de désendettement

4 - LES RATIOS

III – RETRO-PROSPECTIVE ET CONSTRUCTION DU BUDGET 2023

1 - LA FISCALITE DIRECTE
- Evolution des taux et des produits

2 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
2.1 - Les recettes de fonctionnement
2.2 - Les dépenses de fonctionnement

3 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT
3.1 - Les recettes d'investissement
3.2 - Les dépenses d'investissement

4 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

5 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

6 – LES BUDGETS ANNEXES

IV – ANNEXES
Ressources Humaines
Etat de la dette au 1er janvier 2023

I- LOI DE FINANCES 2023

CONTEXTE ECONOMIQUE

Reprise de l'économie post-covid

Après les nombreuses vagues de confinement et de plans sanitaires, les acteurs économiques ont pu reprendre le cours de leur activité et en particulier recommencer à consommer. De ce fait, l'activité économique s'est relancée de manière très rapide et des pénuries sont apparues mettant en tension de nombreux secteurs. Ces goulots d'étranglement ont été notamment responsables de l'augmentation du prix d'un certain nombre de matières premières et biens manufacturés dès les premiers mois de l'année 2022 se traduisant par une inflation déjà préoccupante.

La guerre en Ukraine

Le 24 février 2022, la Russie décide d'envahir la région du Donbass en Ukraine.
La guerre, dont beaucoup de personnes pensaient qu'elle allait être « éclair », dure maintenant depuis plus de 10 mois.
Les conséquences indirectes de cette guerre ont souligné la dépendance de beaucoup de pays européens à l'Ukraine et à la Russie. Les exportations russes d'énergies fossiles ont fortement diminué, entrainant certains pays dans une situation énergétique précaire, notamment l'Allemagne qui dépend de Moscou pour son approvisionnement en gaz.
L'offre de gaz naturel étant donc en baisse sur la scène internationale avec une demande toujours soutenue, le prix du gaz a mécaniquement augmenté entrainant une crise énergétique de grande ampleur. Cela viendra alimenter les tensions inflationnistes déjà constatées avec la reprise de l'activité économique post-COVID.

La hausse de l'inflation

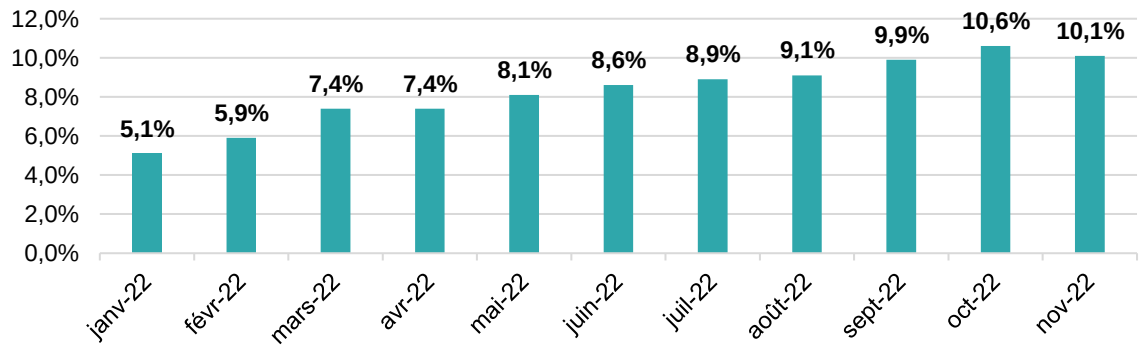
De nombreux facteurs ont eu un impact sur l'évolution des prix au cours de l'année 2022 :

- La reprise de l'économie post-pandémie et les pénuries engendrées ;
- Le conflit qui s'est déclaré dans l'est et l'impact sur le prix des matières énergétiques et des denrées alimentaires ;
- Et enfin, les récoltes de 2022 ont été lourdement impactées par les températures observées pendant l'année. Selon les études de l'INSEE, les prix des produits agricoles à la production ont augmenté encore de 13% en novembre 2022.

Pour l'année 2023, l'évolution des prix des denrées alimentaires et de l'énergie dépendra à la fois de l'issue du conflit en Ukraine (choc sur l'offre), et de la situation en Chine (choc sur la demande). Cette évolution dépendra également pour les céréales du comportement du dollar américain (qui pourrait se situer à des niveaux élevés compte tenu de la hausse des taux directeurs de la FED, autour de 5%) et des conditions climatiques (à la fois pour les prix de l'énergie et des denrées alimentaires).

Ces éléments ont eu un impact à la hausse sur l'augmentation des prix avec une inflation, longtemps en dessous de 2%, qui va atteindre des sommets de plus de 10% en zone euro.
Dans la zone euro et en France, la hausse des prix à la consommation n'a cessé d'augmenter depuis début 2022, atteignant 10,1% pour la zone euro et 6,2% pour la France en novembre 2022.

Evolution des taux d'inflations européen en 2022



Source : Eurostat

Les perspectives de croissance revues à la baisse pour 2023

La croissance économique a été marquée par un ralentissement en 2022 avec 2,6% de croissance annuelle du PIB contre 6,8% en 2021. Ce ralentissement est principalement dû au contexte de hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. En effet, l'inflation engendrée a pesé sur la consommation des ménages et la production de biens et de services. La normalisation monétaire initiée par la banque centrale européenne va également jouer à la baisse sur la croissance compte tenu du renchérissement des crédits et donc de la baisse de la capacité à investir des acteurs économiques.

La Banque de France estime un deuxième ralentissement de la croissance en 2023 avec un taux compris entre -0,30% et 0,80% compte tenu des tensions inflationnistes sur le secteur de l'énergie et l'incertitude sur l'issue de la guerre en Ukraine. Une récession, c'est-à-dire un recul du PIB sur deux trimestres consécutifs, est envisagée mais avec un impact limité dans son amplitude et dans le temps.
Les marges des entreprises françaises pourraient continuer à se réduire notamment à cause de la hausse des salaires attendue et de la stagnation de la productivité des salariés. Le prix de l'énergie se répercutera également sur ces marges. Selon une enquête de la Banque de France, 20% des entreprises considèrent que le prix de l'énergie aura un impact sur leurs marges futures alors que la productivité du travail n'augmenterait que de 0,2%. L'investissement des entreprises diminuerait ainsi de facto en 2023 avec la baisse de leur rentabilité.

Les prévisions de croissance pour 2024 ont été revue à la baisse. En septembre 2022, les économistes de la Banque de France prévoyaient un taux de croissance de 1,80% pour 2024 contre 1,20% en décembre 2022. Cette baisse de 60 points de base est due à la remontée des taux d'intérêt plus élevée que prévue, une inflation plus prononcée et enfin à la baisse de la demande des acteurs économiques.

L'inflation attendue à diminuer en 2024

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), est estimée à 6% pour l'année 2022. Les prix de l'énergie contribuent pour beaucoup, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire retraitée des prix de l'énergie et de l'alimentation, serait de 3,5% pour 2022.

Les économistes de la Banque de France prévoient en 2023 à nouveau 6% d'inflation. La hausse de l'IPCH reste stimulée par le prix de l'énergie et notamment la fin des aides de l'Etat sur le carburant, la diminution de la prise en charge liée au bouclier tarifaire et la renégociation des contrats d'énergie des entreprises. Le secteur des services continue de connaître une augmentation de ses prix due au dynamisme du marché du travail entraînant des hausses de salaires. Pour faire face à une certaine pénurie de main d'œuvre, la France compte créer un titre de séjour pour les métiers en tension.

L'inflation serait amenée à ralentir en 2024 et en 2025 avec une détente sur les prix de l'énergie et l'impact de la normalisation monétaire. Le pouvoir d'achat des ménages pourrait repartir à la hausse après des années de diminution. Les augmentations de salaire combinées à la baisse des prix de l'énergie expliqueraient cette situation favorable pour les ménages.

LOI DE FINANCES 2023 – MESURES DU BLOC COMMUNAL

Mesures contre l'inflation

Art. 113 : Dotation de soutien aux collectivités territoriales confrontées à une situation de forte inflation de leurs dépenses d'énergie.
Le filet de sécurité au titre de 2023 bénéficiera aux collectivités territoriales et leurs groupements dont l'épargne brute aura baissé d'au moins 15%. Seuls les collectivités ou groupements considérés comme les moins favorisés (au regard du potentiel financier/hab) pourront bénéficier de la dotation. La CCPOA n'est pas concernée.

Art. 181 : prolongement bouclier taritaire avec une limitation à la hausse des tarif réglementé de vente (TRV) à +15%.
Cet article limite la hausse des tarifs réglementés pour le gaz naturel à +15% du 1er janvier au 1er juillet 2023 et pour l'électricité dès le 1er février 2023 à +15% également.
Pour les PME et collectivités non éligibles aux TRV, l'article prévoit la création d'un dispositif appelé « amortisseur électricité » par lequel l'Etat prend en charge une partie de la facture d'électricité des entreprises et des collectivités locales dès lors que le prix par MWh souscrit dépasse un certain niveau de référence.
Sont éligibles toutes les collectivités locales ou leurs groupements quelle que soit leur taille, les clients doivent attester de leur éligibilité auprès de leur fournisseur afin de pouvoir activer l'amortisseur pour le contrat donné. Pour la CCPOA, le Sydec qui coordonne le groupement de commande de l'énergie s'occupe des démarches.

Dotations de péréquation

Art. 109 Fixation pour 2023 de la DGF
Hausse de la DGF pour la 1ère fois depuis 13 ans : elle est portée cette année à 26,931 milliards d'euros.

Art. 110 : Montant des prélèvements sur recettes de l'Etat (PSR) vers les collectivités locales
En 2023, le niveau est fixé à 45,59 milliards d'euros soit +1,8 milliards d'euros par rapport aux PSR 2022.
Ce montant tient compte de la hausse de la DGF, de la baisse des variables d'ajustements (départements concernés principalement), de la hausse de la dotation d'élu local, de la suppression de la non cohabitation pour les exonérations de TFPB et THRS et de la reconduction de l'extension du filet de sécurité.
Il prend également en compte l'augmentation anticipée de 200 millions d'euros du FCTVA, de 183,4 millions d'euros de compensation des baisses des bases des locaux industriels.

Art. 195 : Evolution des enveloppes internes à la DGF
Hausse des composantes péréquatrices de la DGF et suspension de l'écrêtement de la dotation forfaitaire des communes.
La Dotation de solidarité rurale progresse de 200 millions d'euros soit une hausse de 10,65%, au moins 60% de cette hausse sera allouée à la fraction de péréquation, cette part bénéficiera quasiment à la totalité des communes de moins de 10 000 habitants.
La Dotation intercommunale progresse de 30 millions d'euros comme chaque année depuis 2019.

Fiscalité

Art. 55 : suppression de la CVAE et remplacement par une fraction de TVA
- Suppression de la CVAE en deux temps :

L'article prévoit dès 2023 la réduction de moitié de la CVAE avant sa suppression totale à compter de l'exercice 2024.

- Compensation par une fraction de la TVA :

L'article prévoit de compenser la suppression de la CVAE par l'affectation d'une fraction de la TVA (qui vient déjà compenser la suppression de la TH pour la CCPOA) déterminée sur la base d'une moyenne de leurs recettes de CVAE depuis 2020 jusqu'à 2022. La répartition de la dynamique de la TVA sera différenciée selon l'échelon de collectivités locales.

Art. 73 : modifications des critères de définition des communes relevant d'une « zone tendue »
L'Etat perçoit une taxe annuelle sur les logements vacants sur le territoire des communes situées en zones tendues faisant face à des difficultés particulières de logement. Pour être une zone tendue, une commune doit appartenir à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants. Cet article étend la TLV aux territoires des communes qui ne remplissent pas ce critère mais dont le prix d'achat ou de location est élevé et celui où la proportion des résidences secondaires par rapport à l'ensemble du parc est élevé.
Les communes situées en « zone tendue » peuvent instaurer une majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS).
A noter que les communes qui ne sont pas en zone tendue peuvent instituer une taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)

Soutien à l'investissement local

Art. 198 : fixation des taux de subvention accordés au titre de la DETR et de la DSIL « en tenant compte du caractère écologique des projets »
Les préfets de département et de région doivent tenir compte du caractère écologique des projets pour déterminer le taux de subventionnement à accorder aux projets éligibles à la dotation d'équipements des territoires ruraux (DETR) ou à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

Art. 131 : création d'un « Fonds vert » en soutien des investissements de transition écologique des collectivités
La loi de finances 2023 entérine la création du programme 380 « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » de la mission Ecologie, développement et mobilité durables dits « Fonds vert ». Effectif dès le 1er janvier 2023, il doit répondre à trois types d'action : le renforcement de la performance environnementale dans les territoires (rénovation de bâtiments publics…), leur adaptation au changement climatique (notamment vis-à-vis des risques naturels) et l'amélioration du cadre de vie (friches…).

II- PRINCIPAUX INDICATEURS ET RATIOS

1 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

1.1 - Les masses budgétaires

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	12 013 167	12 803 619	13 352 477	13 975 233	14 195 183	15 052 053
Dépenses de fonctionnement	11 018 146	11 581 073	12 060 212	12 337 901	12 845 761	13 796 440
dont intérêts de la dette	193 350	178 156	166 902	142 438	121 690	108 943
Recettes d'investissement	2 543 440	2 086 244	1 996 961	950 635	1 026 209	909 915
dont emprunts souscrits	562 101	744 526	804 163	762 784	710 000	428 000
Dépenses d'investissement	4 729 655	3 350 774	2 374 387	2 318 386	2 451 509	2 052 917
dont capital de la dette	708 175	771 448	857 007	910 287	787 311	772 494
dont P.P.I	4 021 480	2 579 026	1 517 080	1 408 099	1 663 748	1 280 423

1.2 - Soldes financiers

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne de gestion	1 188 372	1 400 703	1 458 736	1 778 770	1 471 112	1 364 556
Epargne brute	995 022	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 422	1 255 613
Epargne nette	286 846	451 098	434 827	726 045	562 111	483 119

1.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonds de roulement en début d'exercice	1 196 934	5 741	-36 242	878 597	1 148 177	1 072 299
Résultat de l'exercice	-1 191 193	-41 983	914 839	269 581	-75 878	112 612
Fonds de roulement en fin d'exercice	5 741	-36 242	878 597	1 148 177	1 072 299	1 184 911

1.4 - Endettement

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours au 31 décembre	6 485 746	6 277 843	6 384 374	6 293 965	5 953 036	5 622 435
Ratio de désendettement	6,5 ans	5,1 ans	4,9 ans	3,8 ans	4,4 ans	4,5 ans
Emprunt	562 101	744 526	804 163	762 784	710 000	428 000

2 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

2.1 - Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

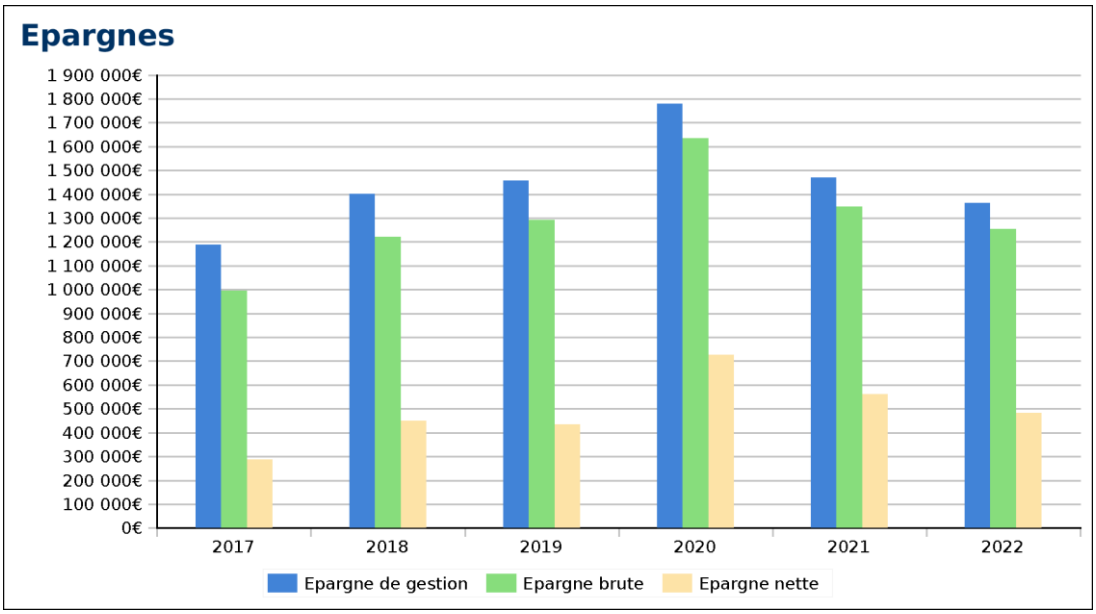
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Montants	1 188 372	1 400 703	1 458 736	1 778 770	1 471 112	1 364 556

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Montants	995 022	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 422	1 255 613

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	12 013 167	12 803 619	13 352 477	13 975 233	14 195 183	15 052 053
Epargne de gestion	1 188 372	1 400 703	1 458 736	1 778 770	1 471 112	1 364 556
Epargne brute	995 022	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 422	1 255 613
Taux d'épargne brute (en %)	8,28 %	9,55 %	9,68 %	11,71 %	9,51 %	8,34 %
Epargne nette	286 846	451 098	434 827	726 045	562 111	483 119



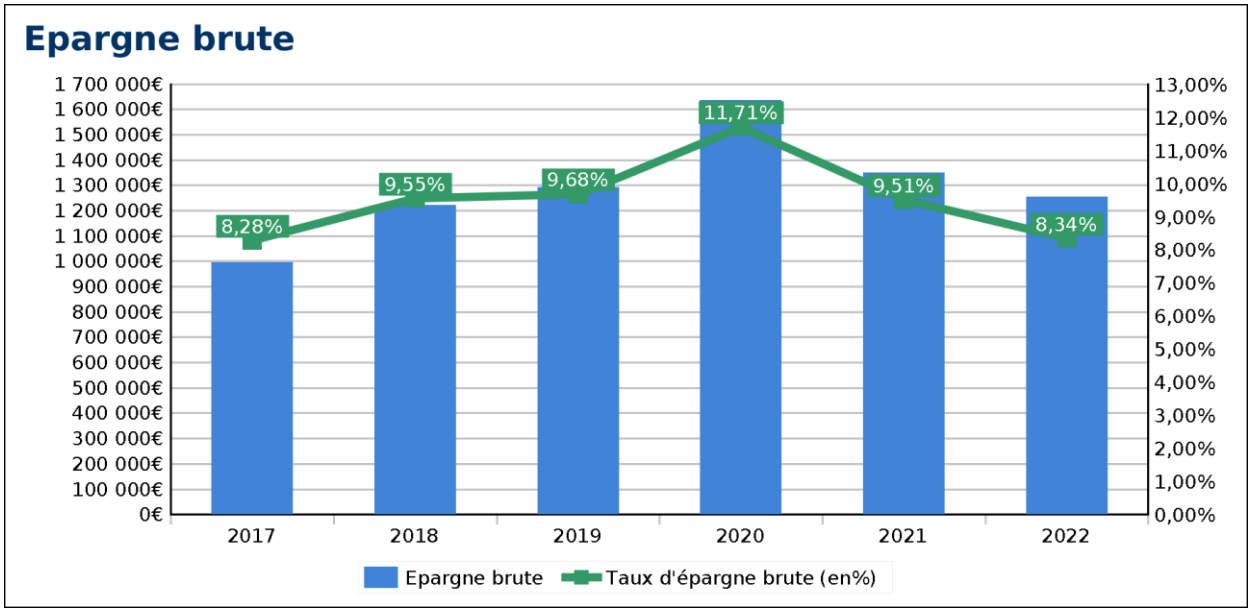
2.2 - Epargne brute

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne brute	995 022	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 422	1 255 613
Taux d'épargne brute (en %)	8,28 %	9,55 %	9,68 %	11,71 %	9,51 %	8,34 %

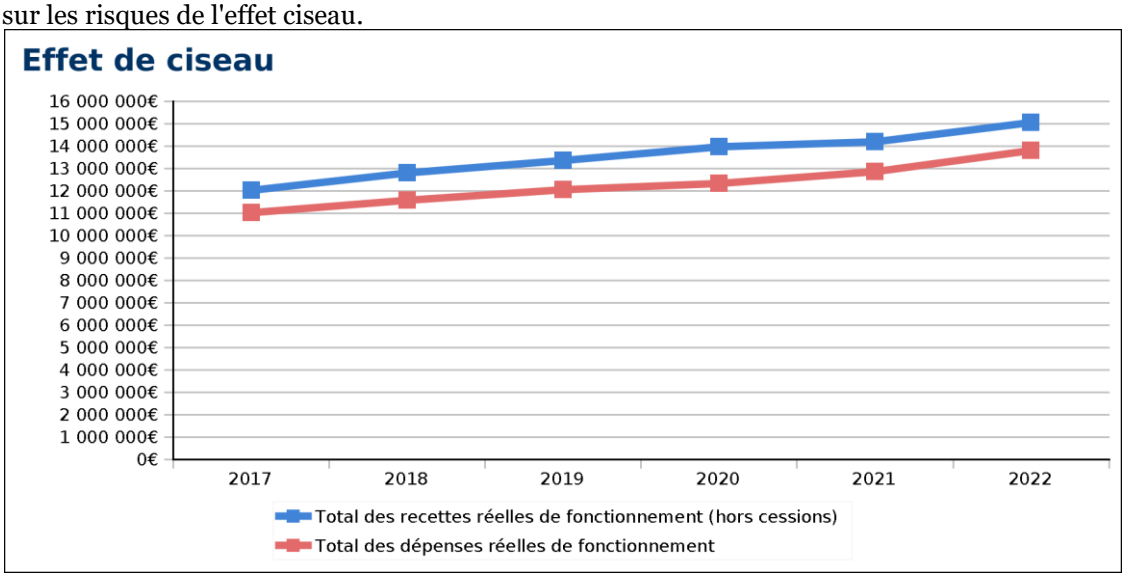


2.3 - Effet de ciseau

Effet de ciseau : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	12 013 167	12 803 619	13 352 046	13 974 233	14 195 183	15 052 053
Evolution n-1	1 101,32 %	6,58 %	4,28 %	4,66 %	1,58 %	6,04 %
Dépenses de fonctionnement	11 018 146	11 581 073	12 060 212	12 337 901	12 845 761	13 796 440
Evolution n-1	175,45 %	5,11 %	4,14 %	2,3 %	4,12 %	7,4 %

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.



Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

3 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

3.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

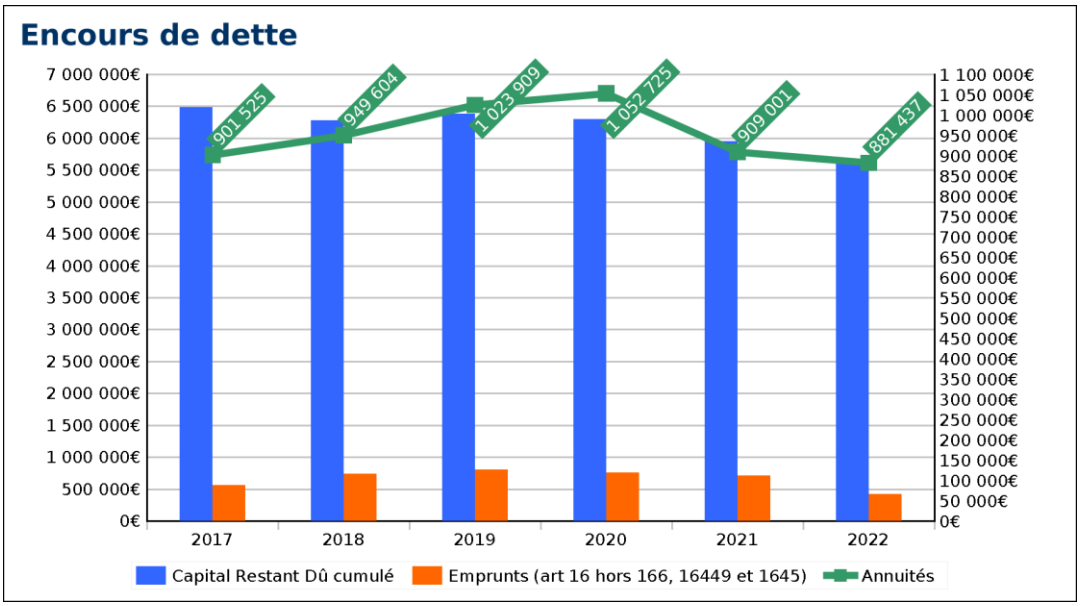
Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de **6 384 374 € en 2019 à 5 792 945 € en 2023** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **1 023 909 € en 2019 à 828 148 € en 2023** (courbe verte graphique).

	Encours de dette au 31/12	*Evolution n-1*	Emprunts nouveaux
2017	6 485 746	-4,41 %	562 101
2018	6 277 843	-3,21 %	744 526
2019	6 384 374	1,7 %	804 163
2020	6 293 965	-1,42 %	762 784
2021	5 953 036	-5,42 %	710 000
2022	5 622 435	-5,55 %	428 000

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette au 31/12	-2,82 %	-13,31 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif, dans l'hypothèse où la CC POA empruntait 900 000 € en 2023



3.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

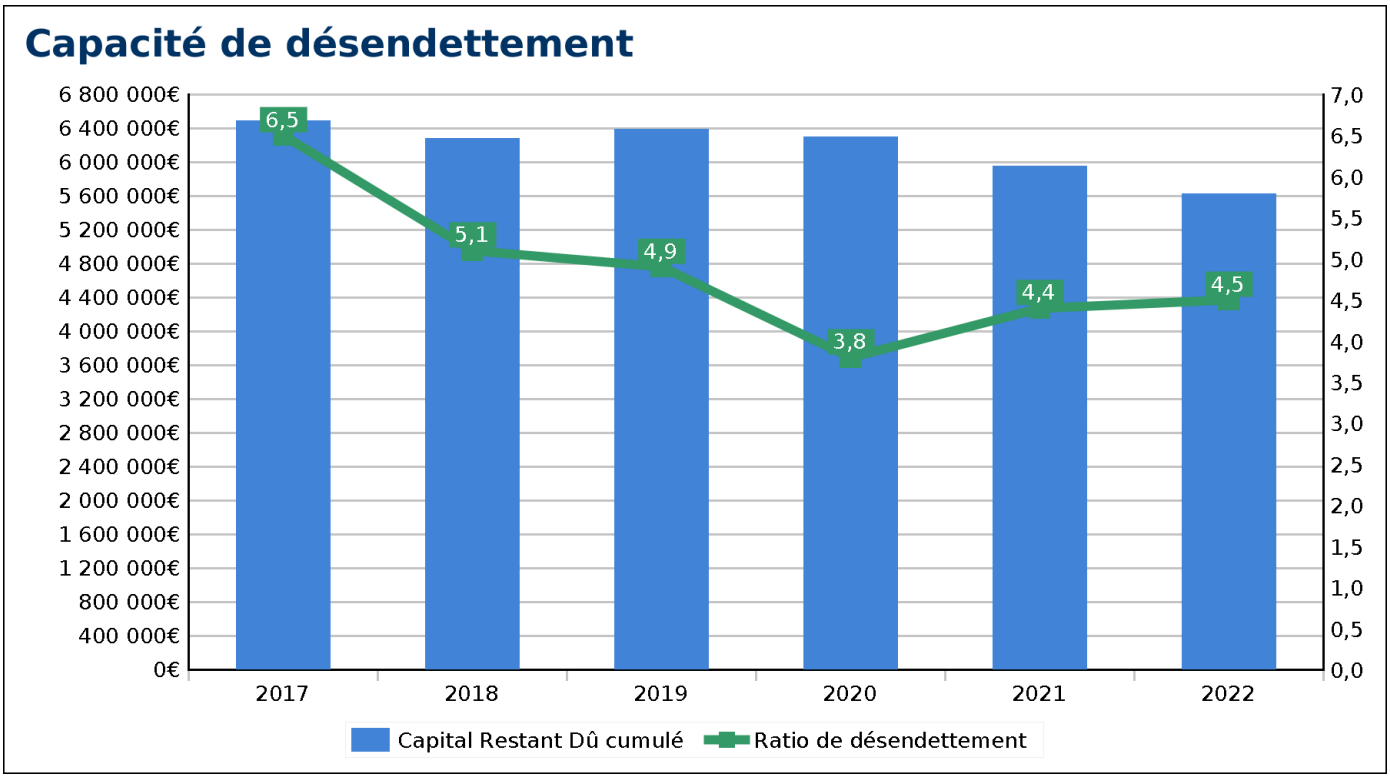
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Annuités	901 525	949 604	1 023 909	1 052 725	909 001	881 437
Evolution n-1 (en %)	0	5,33 %	7,82 %	2,81 %	-13,65 %	-3,03 %
Capital en euro	708 175	771 448	857 007	910 287	787 311	772 494
Intérêts en euro	193 350	178 156	166 902	142 438	121 690	108 943

3.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ratio	6,5 ans	5,1 ans	4,9 ans	3,8 ans	4,4 ans	4,5 ans



4 - LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Même strate 2020
Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population	457	479	496	506	526	563	313
Ratio 2= Produit des impositions directes / population	231	237	250	255	115	119	294
Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population	498	530	549	573	581	614	375
Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population	163	85	37	42	57	51	83
Ratio 5= Encours de la dette / population	269	260	262	258	244	229	203
Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population	42	41	42	44	45	45	44
Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	26,42 %	29,43 %	32,59 %	34,4 %	35,84 %	35,69 %	40,00%
Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	97,61 %	96,48 %	96,74 %	94,8 %	96,04 %	96,79 %	88,4%
Ratio 10= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	32,76 %	16,1 %	6,81 %	7,33 %	9,73 %	8,29 %	22,1%
Ratio 11= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	55,26 %	50,45 %	46,62 %	44,63 %	43,79 %	37,26 %	53,1%

III – RETRO-PROSPECTIVE ET CONSTRUCTION DU BUDGET 2023

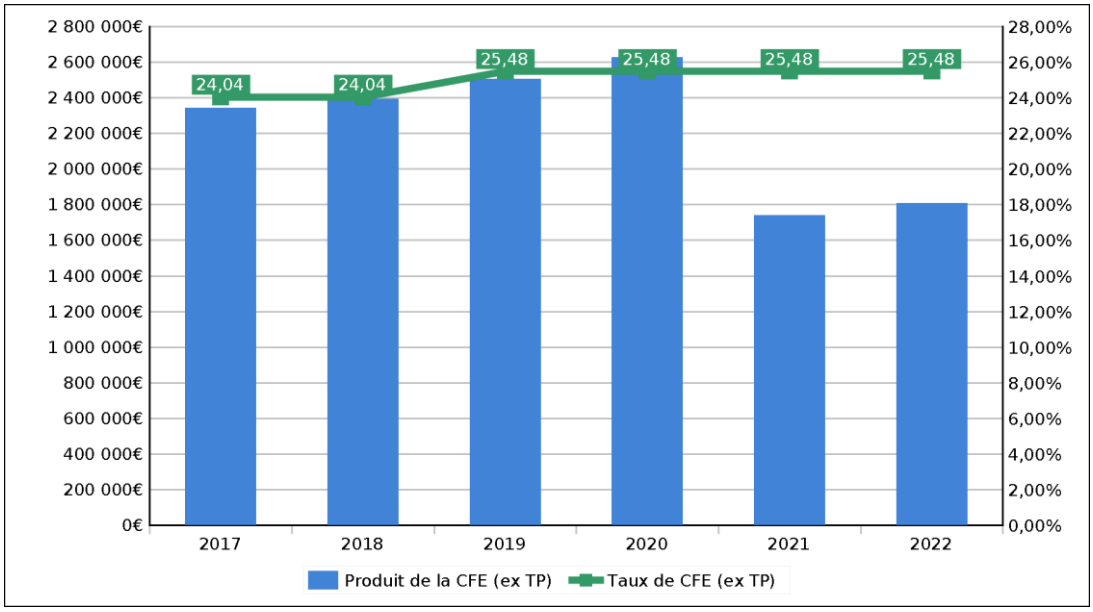
1 - LA FISCALITE DIRECTE

Evolution des taux et des produits

COTISATION FONCIERE :

Années	Base cotisation foncière	*Evol base CFE*	Produit CFE	*Evol produit CFE*	Taux CFE	*Evol taux CFE*
2017	9 750 064	0	2 343 915	0	24,04 %	0
2018	9 958 893	2,14 %	2 394 118	2,14 %	24,04 %	0 %
2019	9 832 241	-1,27 %	2 505 255	4,64 %	25,48 %	5,99 %
2020	10 306 979	4,83 %	2 626 218	4,83 %	25,48 %	0 %
2021	6 833 391	-33,7 %	1 741 148	-33,7 %	25,48 %	0 %
2022	7 092 983	3,8 %	1 807 292	3,8 %	25,48 %	0 %

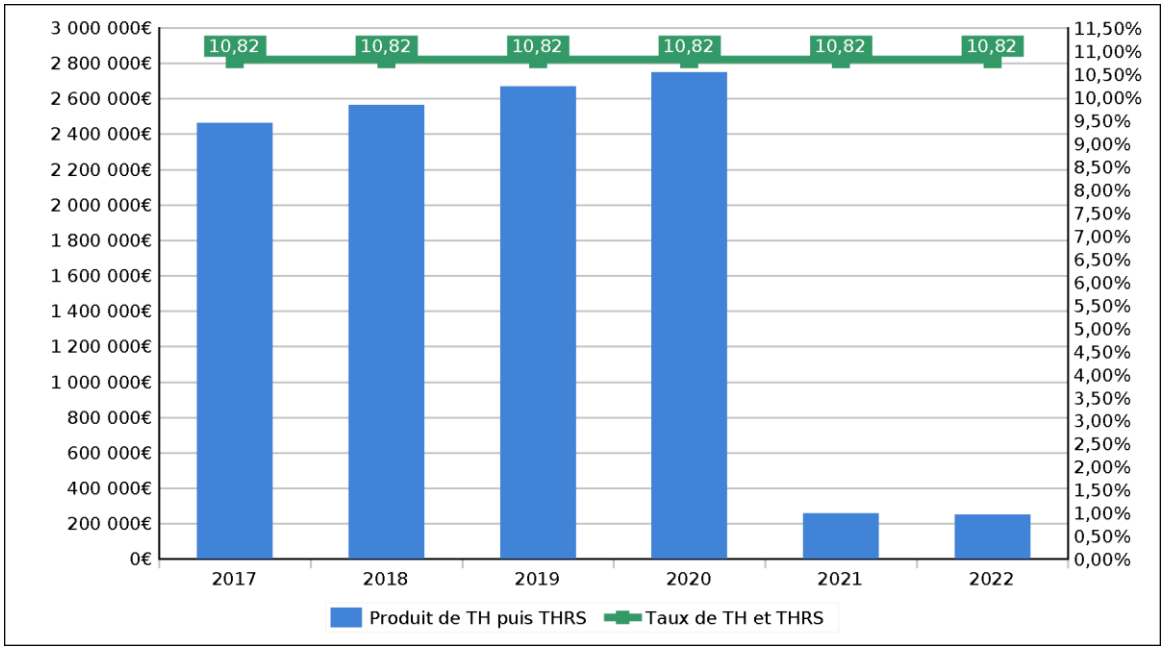
Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de cotisation foncière



TAXE D'HABITATION ET TAXE D'HABITATION SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES :

Années	Base nette TH et THRS	Evol base nette TH et THRS	Produit TH et THRS	Evol produit TH et THRS	Taux TH et THRS	Evol taux TH et THRS
2017	22 760 709	0	2 462 709	0	10,82 %	0
2018	23 714 124	4,19 %	2 565 868	4,19 %	10,82 %	0 %
2019	24 682 481	4,08 %	2 670 644	4,08 %	10,82 %	0 %
2020	25 421 950	3 %	2 750 655	3 %	10,82 %	0 %
2021	2 405 628	0	260 289	0	10,82 %	0
2022	2 328 059	-3,22 %	251 896	-3,22 %	10,82 %	0 %

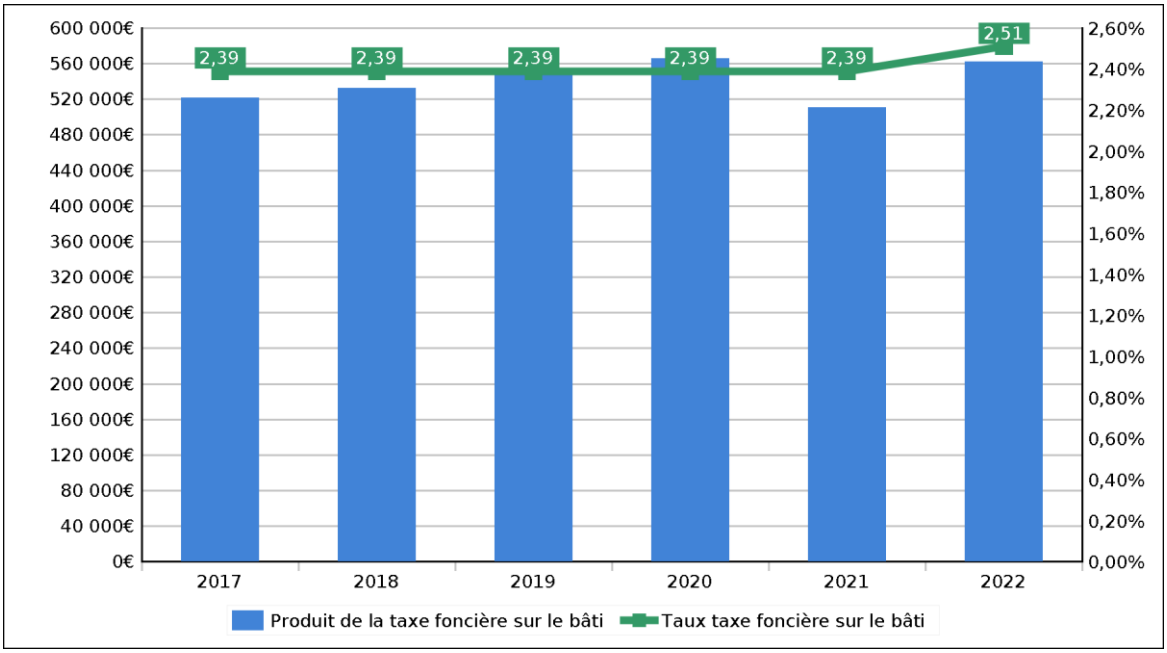
Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe d'habitation jusqu'en 2021 et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires à partir de 2021



TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIE :

Années	Base nette TB	*Evol base TFB*	Produit TFB	*Evol produit TFB*	Taux TB	*Evol taux TB*
2017	21 817 112	0	521 429	0	2,39 %	0
2018	22 280 464	2,12 %	532 503	2,12 %	2,39 %	0 %
2019	23 085 288	3,61 %	551 738	3,61 %	2,39 %	0 %
2020	23 671 382	2,54 %	565 746	2,54 %	2,39 %	0 %
2021	21 366 821	-9,74 %	510 667	-9,74 %	2,39 %	0 %
2022	22 390 000	4,79 %	561 989	10,05 %	2,51 %	5,02 %

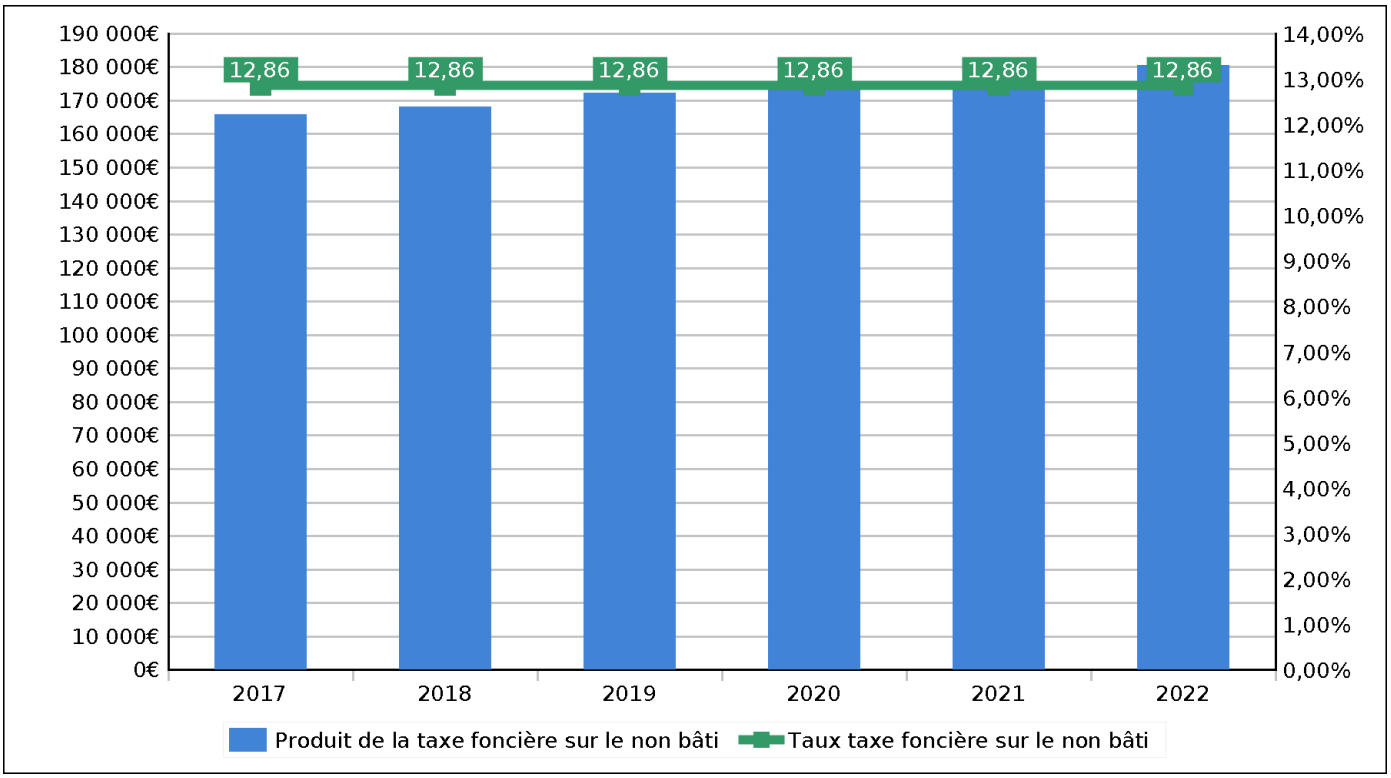
Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.



TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE :

Années	Base nette TFNB	*Evol base TFNB*	Produit TFNB	*Evol produit TFNB*	Taux TFNB	*Evol taux TNB*
2017	1 289 570	0	165 839	0	12,86 %	0
2018	1 307 907	1,42 %	168 197	1,42 %	12,86 %	0 %
2019	1 339 729	2,43 %	172 289	2,43 %	12,86 %	0 %
2020	1 356 454	1,25 %	174 440	1,25 %	12,86 %	0 %
2021	1 354 358	-0,15 %	174 170	-0,15 %	12,86 %	0 %
2022	1 404 098	3,67 %	180 567	3,67 %	12,86 %	0 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties.



2 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

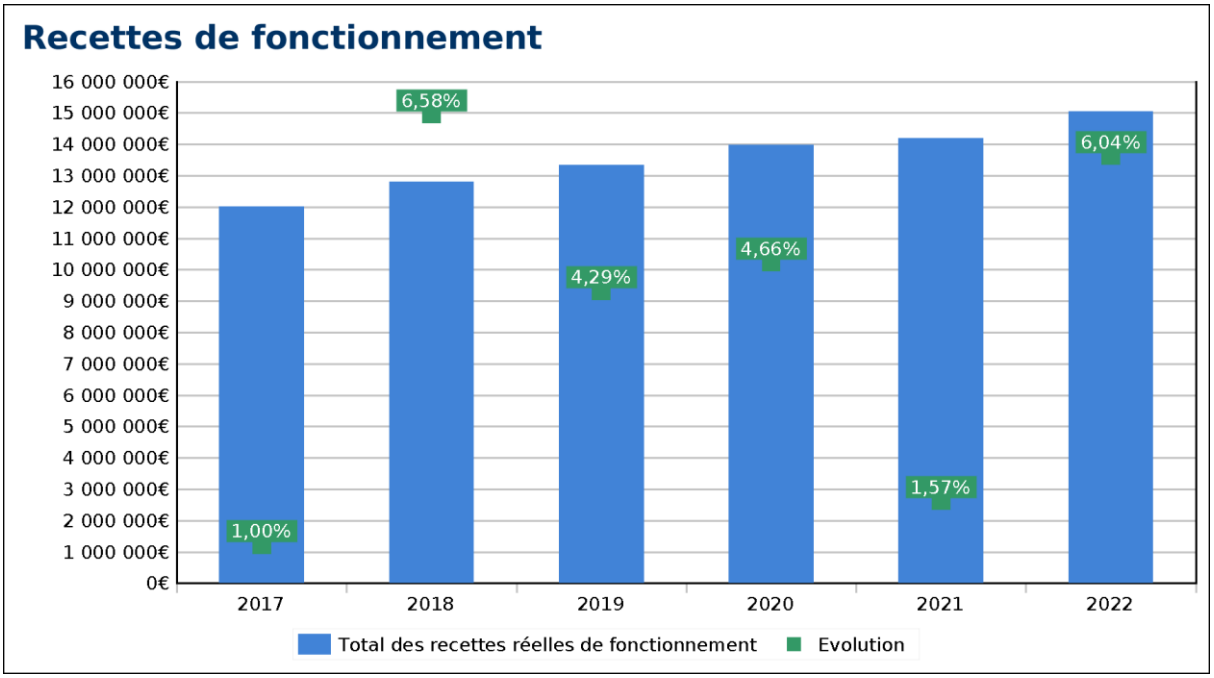
2.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	*Evolution n-1*	En euros par habitant
2017	12 013 167	1 101,32 %	498
2018	12 803 619	6,58 %	530
2019	13 352 477	4,29 %	549
2020	13 975 233	4,66 %	573
2021	14 195 183	1,57 %	581
2022	15 052 053	6,04 %	614

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	4,61 %	25,3 %



Les principales recettes de fonctionnement

Produits de la fiscalité directe : La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit, hors rôles supplémentaires).

2017	2018	2019	2020	2021	2022
5 493 892	5 660 686	5 899 927	6 117 059	2 686 274	2 801 744

Produits de la fiscalité reversée : la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.

2017	2018	2019	2020	2021	2022
1 013 005	1 035 028	994 210	1 111 181	1 174 088	1 172 425

Produits de la fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (Selon la collectivité : la taxe sur l'électricité, les droits de mutation, l'attribution de compensation, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,...).

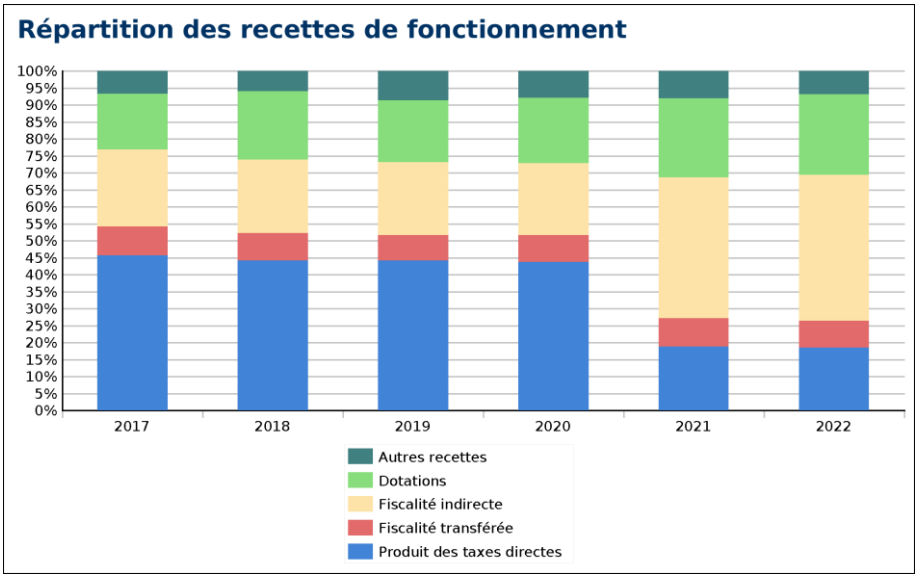
2017	2018	2019	2020	2021	2022
2 724 890	2 776 905	2 867 398	2 956 348	5 892 273	6 480 416

Dotations : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DCRTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

2017	2018	2019	2020	2021	2022
1 971 359	2 565 382	2 446 306	2 688 837	3 297 194	3 565 611

Autres recettes : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

2017	2018	2019	2020	2021	2022
810 021	765 618	1 144 636	1 101 807	1 145 354	1 031 858



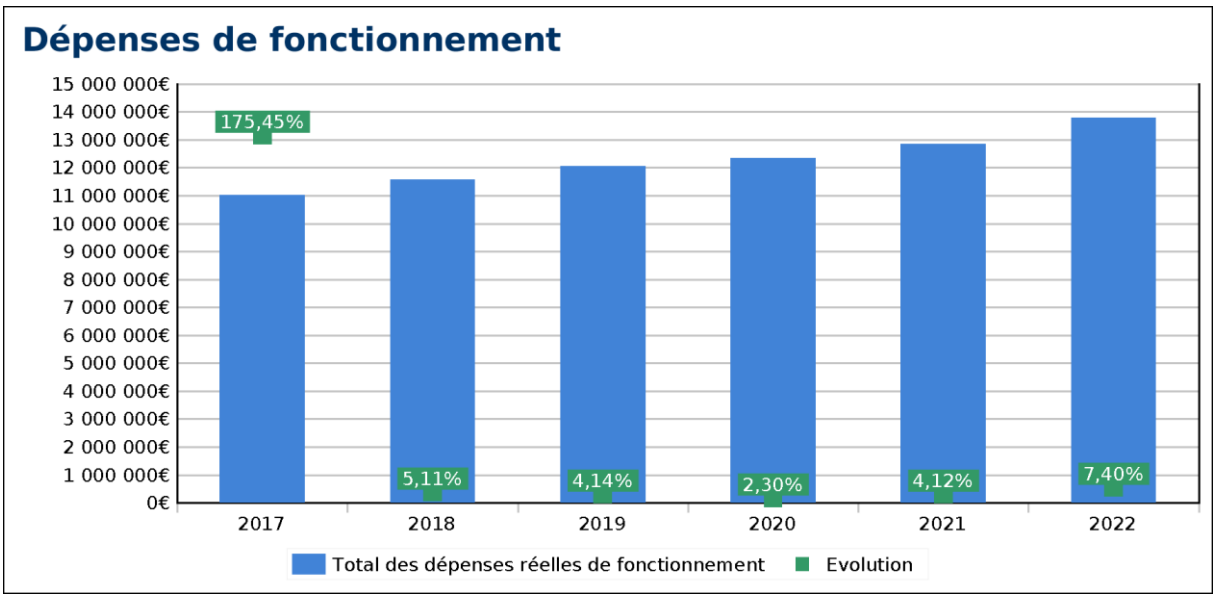
2.2 - Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	*Evolution n-1*	En euros par habitant
2017	11 018 146	175,45 %	457
2018	11 581 073	5,11 %	479
2019	12 060 212	4,14 %	496
2020	12 337 901	2,3 %	506
2021	12 845 761	4,12 %	526
2022	13 796 440	7,4 %	563

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	4,6 %	25,22 %



Les principales dépenses de fonctionnement

Charges à caractère général : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.
Le budget 2023 prévoit une augmentation des charges liés à l'électricité et au gaz.
Le Chapitre comprend aussi l'augmentation des contributions aux syndicats des ordures ménagères. Pour la présentation des orientations budgétaires les montants sont indiqués au 011, pour le budget 2023 ces sommes seront intégrées aux chapitre 65 contributions pour davantage de cohérence au regard du type de dépense.

2017	2018	2019	2020	2021	2022
3 699 201	4 093 611	4 230 006	4 384 978	4 418 211	4 958 100

Charges de personnel : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.
Le chapitre prévoit l'augmentation du point d'indice sur une année entière, (en 2022 la valorisation était comptée sur le 2nd semestre) et une augmentation du SMIC. Une première augmentation a eu lieu en janvier, au regard de l'inflation prévionnelle, il risque d'y avoir une autre augmentation du SMIC d'ici juillet.
Il est prévu également un poste supplémentaire à temps complet à l'institutionnel/France service et des contrats de remplacements pour arrêt maladie.

2017	2018	2019	2020	2021	2022
2 910 577	3 408 232	3 930 657	4 243 962	4 603 512	4 923 550

Atténuation de produits : Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)
Les atténuations de produits diminuent de 6 000 € suite à la prise de compétence des déchets de venaison.

2017	2018	2019	2020	2021	2022
2 570 670	2 399 802	2 129 085	2 132 598	2 136 272	2 103 143

Contingents et participations obligatoires : Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.
En 2023 pas d'évolution particulière. Les syndicats des ordurse ménagères seront inscrits au moment du budget sur ce chapitre

2017	2018	2019	2020	2021	2022
47 054	122 419	215 451	203 775	134 253	193 183

Subventions : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.
La subvention au SAD est augmentée de 150 000 € pour 2023, les autres subventions aux budgets annexes de la Communauté de communes (Multiple rural, Office de tourisme et action économique) sont maintenus.

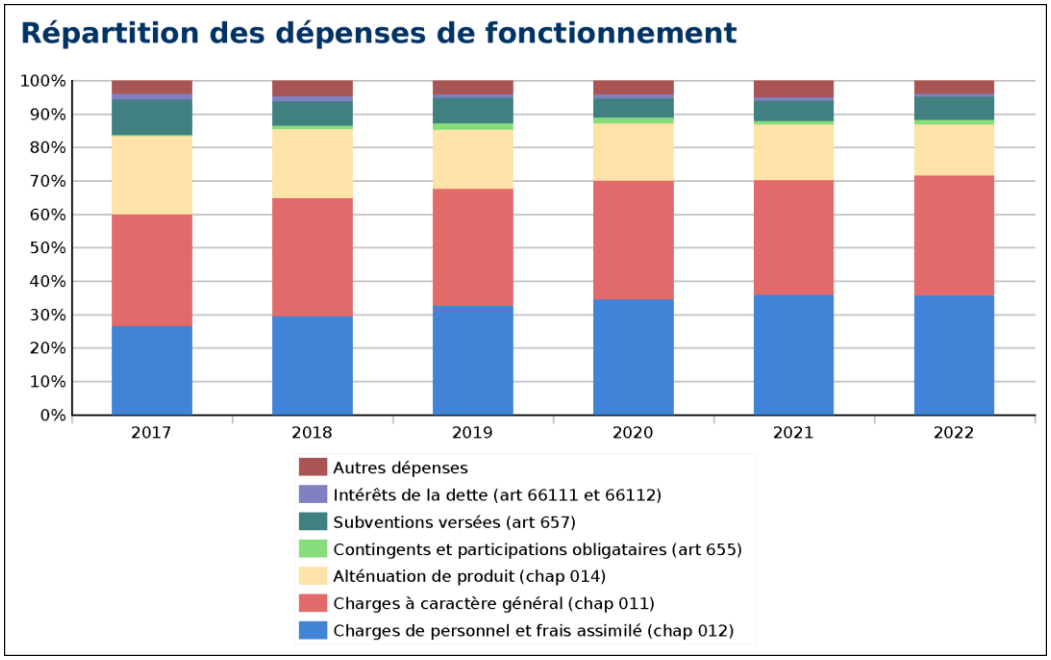
2017	2018	2019	2020	2021	2022
1 161 019	845 498	929 186	712 651	782 205	962 219

Intérêts de la dette : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2017	2018	2019	2020	2021	2022
190 605	174 338	117 921	142 438	121 690	108 943

Autres dépenses : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

2017	2018	2019	2020	2021	2022
439 020	537 173	507 906	517 498	649 617	547 302



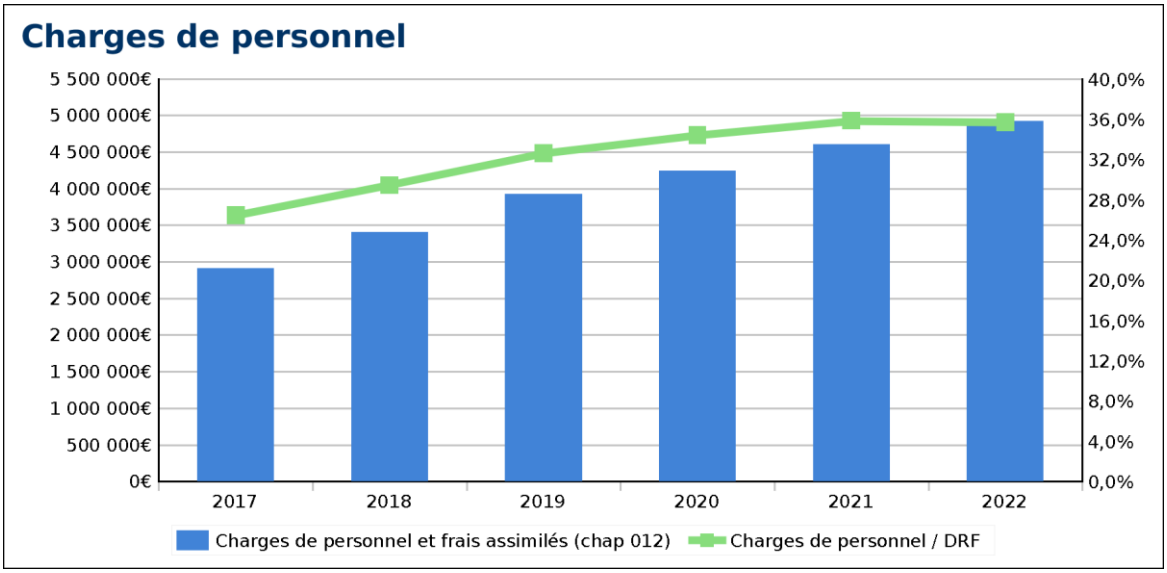
Indicateur d'évolution de la ressource humaine

Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2017	2018	2019	2020	2021	2022
2 910 577	3 408 232	3 930 657	4 243 962	4 603 512	4 923 550

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2017	2018	2019	2020	2021	2022
26,42 %	29,43 %	32,59 %	34,4 %	35,84 %	35,69 %



3 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

3.1 - Les recettes d'investissement

FCTVA : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015 loi de finance l'a revalorisé à 16.404%.

2017	2018	2019	2020	2021	2022
574 653	428 590	147 474	55 200	153 429	202 947

Subventions perçues : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

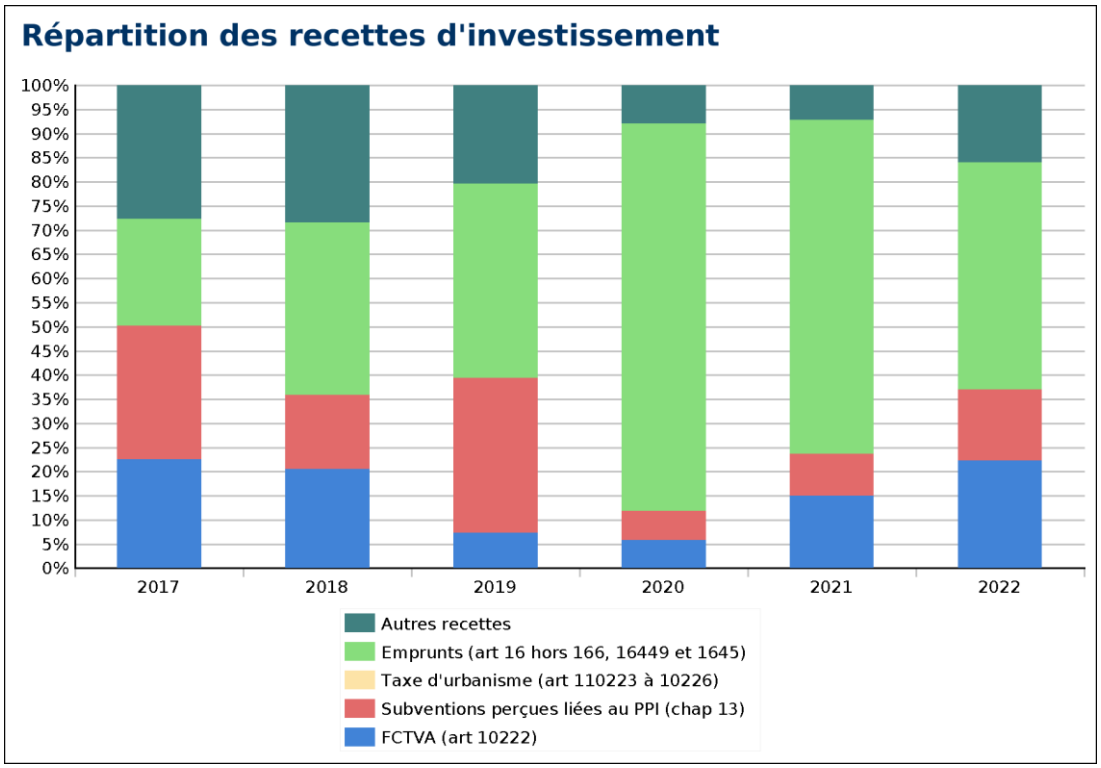
2017	2018	2019	2020	2021	2022
703 297	321 004	638 429	57 390	89 654	134 122

Emprunts : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

2017	2018	2019	2020	2021	2022
562 101	744 526	804 163	762 784	710 000	428 000

Recettes diverses : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

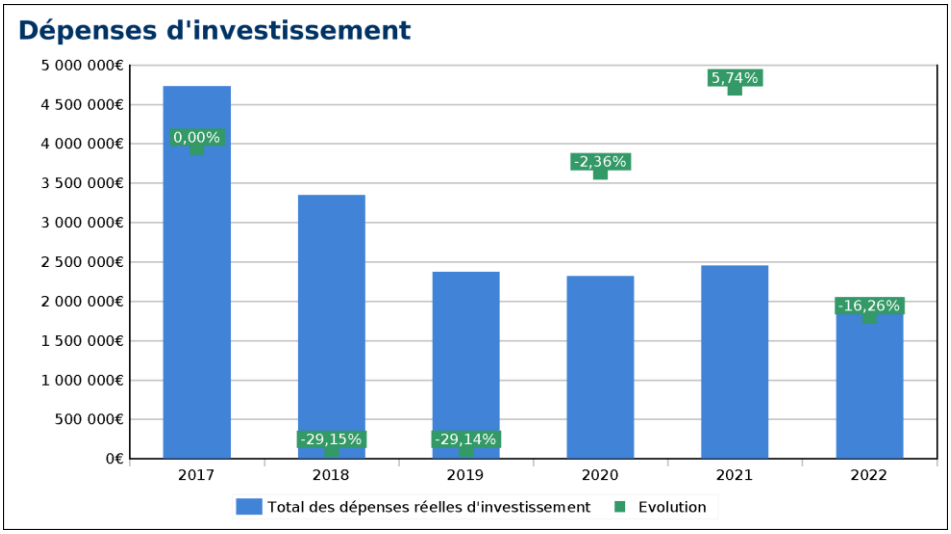
2017	2018	2019	2020	2021	2022
703 388	592 124	406 895	75 261	73 125	144 846



3.2 - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2017	4 729 655	0	196
2018	3 350 774	-29,15 %	139
2019	2 374 387	-29,14 %	98
2020	2 318 386	-2,36 %	95
2021	2 451 509	5,74 %	100
2022	2 052 917	-16,26 %	84

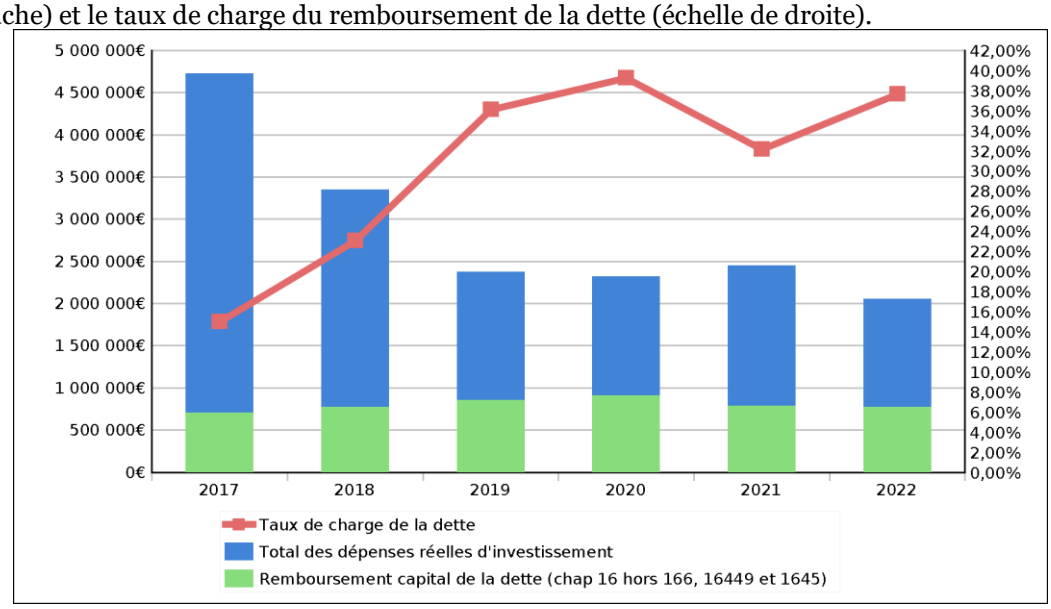


Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette. Les mouvements inscrits au 16449 sont retirés.

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2017	4 729 655	708 175	14,97 %
2018	3 350 774	771 448	23,02 %
2019	2 374 387	857 007	36,09 %
2020	2 318 386	910 287	39,26 %
2021	2 451 509	787 311	32,12 %
2022	2 052 917	772 494	37,63 %

Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette dans les dépenses d'investissement (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite).



4 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT TOUS BUDGETS CONFONDUS

PPI 2022 - 2027

Libellé	Total	2022	2023	2024	2025	2026	2027
POLE PETITE ENFANCE ENFANCE JEUNESSE							
Maternelles	***2 173 200***	***21 000***	***75 000***	***850 000***	***1 107 200***	***60 000***	***60 000***
MAT01 - Maternelle Tilh Architecte - Maternelle Tilh - honoraires architecte	*177 000*		15 000	70 000	92 000		
MAT01-études - Maternelle Tilh - études	*21 000*	21 000					
MAT01 - Maternelle Tilh	*1 675 200*		0	720 000	955 200		
MAT04 - Travaux entretiens dans les écoles	*300 000*		60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Enfance	***2 742 286***	***0***	***320 000***	***61 486***	***52 800***	***1 052 000***	***1 256 000***
ENF01 - Construction salle ALSH Peyrehorade	*366 486*		320 000	46 486			
ENF03 Archi - Construction ALSH + restauration Architecte	*187 800*			15 000	4 800	72 000	96 000
ENF03 - Construction ALSH + restauration + maternelle	*2 188 000*				48 000	980 000	1 160 000
Jeunesse	***528 000***	***0***	***0***	***480 000***	***48 000***	***0***	***0***
JEUN - Construction espace jeunes	*528 000*			480 000	48 000		
Petite Enfance	***120 000***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***120 000***
PENF - Crèche Orthevielle (locaux maternelle) Total 600 000€ solde 2028 :480 000€	*120 000*						120 000
PATRIMOINE - CULTURE - TOURISME							
Patrimoine	***842 815***	***312 435***	***530 380***	***0***	***0***	***0***	***0***
PAT - Diagnostic sanitaire et archéologie préventive	*69 345*	20 435	48 910				
PAT02 - Travaux cryptoportique embarcadère	*773 470*	292 000	481 470				
Culture	***60 000***	***10 000***	***33 500***	***16 500***	***0***	***0***	***0***
CULT01 - Qualifier et redéfinir comp culture	*38 000*		21 500	16 500			
CULT02 - Acquisition Algéco biblio/ludo	*10 000*	10 000					
CULT03 - Ludo aménagement store	*12 000*		12 000				
Tourisme	***450 000***	***0***	***0***	***20 000***	***30 000***	***100 000***	***300 000***
TOUR01 - Maison kiwi	*400 000*					100 000	300 000
TOUR02 - Bornes électriques sur lieux touristiques	*0*		0	0	0	0	
TOUR03 - Refonte site internet	*10 000*			10 000			
TOUR04 - Aménagements aire camping car	*40 000*			10 000	30 000		
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE							
Aménagement du territoire - Urbanisme	***1 291 815***	***66 815***	***710 000***	***105 000***	***270 000***	***90 000***	***50 000***
AMEN01 - Echangeur Caresse-Cassaber (montant total : 420 000€, 105k€ déjà mandatés)	*315 000*		70 000	0	175 000	70 000	
AMEN02 - Echangeur A641-RD19 (montant total : 120 000€, 18000€ déjà mandatés)	*101 800*	11 800	0	20 000	50 000	20 000	
AMEN03 - SCOT	*154 200*	44 200	40 000	40 000	30 000	0	
AMEN04 - Aménagement voie verte (ancienne voie tramway)	*70 000*		70 000	0	0		
AMEN05 - Création plateforme multi-modale Orthevielle	*500 000*		500 000				
AMEN06 - Révision PLUI	*55 815*	10 815	15 000	30 000			
AMEN07 - Etude Création plateforme multi-modale Peyrehorade	*50 000*						50 000
AMEN08 - AMEN08 Site patrimoine remarquable (SPR)	*45 000*		15 000	15 000	15 000		
PCAET	***696 500***	***26 500***	***325 000***	***335 000***	***5 000***	***5 000***	***0***
PCAET01 - Etudes	*34 400*	14 400	20 000				
PCAET02 - Préservation zones humides	*35 000*		5 000	30 000			
PCAET03 - Equipements toitures panneaux solaires	*612 100*	12 100	300 000	300 000			
PCAET04 - Plan de mobilité agents	*15 000*		0	5 000	5 000	5 000	
Habitat	***221 440***	***21 440***	***40 000***	***40 000***	***40 000***	***40 000***	***40 000***
HAB01 - Aides au logement locatif social	*221 440*	21 440	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000

Libellé	Total	2022	2023	2024	2025	2026	2027
DEVELOPPEMENT TERRITORIAL							
	2 155 500	***50 000***	***195 500***	***1 400 000***	***505 000***	***5 000***	***0***
AE01 - Bâtiment multi-service aux entreprises	*1 310 500*		10 500	800 000	500 000		
AE04 - Soutien installation agriculteur démarche agro-écologie	*70 000*		20 000	50 000			
AE05 - Acquisition foncière et création/extension zone	*650 000*		150 000	500 000			
AE06 - Installation casiers alimentaires	*100 000*	50 000	0	50 000			
AE07 - Outils numériques au serv producteurs commer etrepr	*15 000*		15 000				
AE08 - Plan mobilité entreprises	*10 000*				5 000	5 000	
VOIRIE ET EQUIPEMENTS							
Voirie	***4 201 000***	***666 000***	***803 000***	***713 000***	***713 000***	***703 000***	***703 000***
VOIR01 - Schéma signalisation touristique	*20 000*			10 000	10 000		
VOIR02 - Programme voirie annuel	*4 181 000*	666 000	703 000	703 000	703 000	703 000	703 000
VOIR03 - Aménagement route siège CC Peyrehorade			100 000				
Autre	***0***	***0***	***130 000***	***0***	***0***	***0***	***0***
Travaux raccordement électriques Logiements foyers Peyrehorade			30 000				
Travaux Ferinagro			100 000				
Piscine	***150 000***	***0***	***0***	***150 000***	***0***	***0***	***0***
PISCINE	*150 000*		0	150 000	0	0	0
Equipements	***731 120***	***106 120***	***90 000***	***80 000***	***160 000***	***85 000***	***210 000***
Equipements divers tous services	*495 000*	65 000	50 000	50 000	120 000	50 000	160 000
Equipements système d'information	*125 000*	30 000	20 000	15 000	20 000	20 000	20 000
Véhicules	*111 120*	11 120	20 000	15 000	20 000	15 000	30 000
Total dépenses programme	**16 363 676**	**1 280 310**	**3 252 380**	**4 250 986**	**2 931 000**	**2 140 000**	**2 739 000**
Total recettes programme	**4 214 984**	**337 069**	**901 078**	**1 095 823**	**700 990**	**484 080**	**695 944**
Coût annuel	**12 148 692**	**943 241**	**2 351 302**	**3 155 163**	**2 230 010**	**1 655 920**	**2 043 056**

5 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

	2022	2023	Total
Programmes (a)	1 280 423	2 826 880	4 107 303

L'épargne de la collectivité

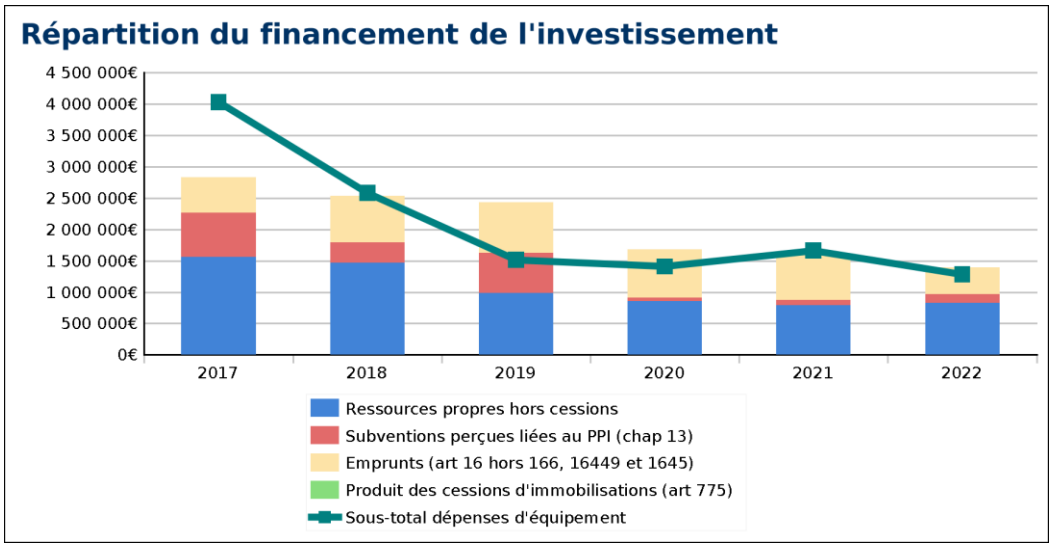
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne brute	995 022	1 222 547	1 291 834	1 636 332	1 349 422	1 255 613
Remboursement capital de la dette	708 175	771 448	857 007	910 287	787 311	772 494
Epargne nette	286 846	451 098	434 827	726 045	562 111	483 119

Le financement

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne nette (a)	286 846	451 098	434 827	726 045	562 111	483 119
FCTVA (b)	574 653	428 590	147 474	55 200	153 429	202 947
Autres recettes (c)	703 388	592 124	406 895	75 261	73 125	144 846
Produit de cessions (d)	0	0	431	1 000	0	0
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	1 564 888	1 471 813	989 627	857 506	788 665	830 913
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	703 297	321 004	638 429	57 390	89 654	134 122
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	562 101	744 526	804 163	762 784	710 000	428 000
Financement total h = (e+f+g)	2 830 287	2 537 343	2 432 219	1 677 680	1 588 320	1 393 035
Résultat de l'exercice	-1 191 193	-41 983	914 839	269 581	-75 878	112 612

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.



6 – BUDGETS ANNEXES 2023

Budget annexe Action économique

Sur la partie fonctionnement, en dépenses, les actions conduites en 2022 seront reconduites en 2023 notamment pour les aides à l'installation d'entreprises. Le salaire de la chargée de mission sera également affecté sur ce budget.
En recettes, les loyers de l'écloserie, des ateliers solidaires seront incrits pour 62 000 €.
Au niveau de la section investissement, en recettes la vente de terrains pour 600 000 € (Patatam, St Lon).
En dépenses, le PPI du budget annexe action éconmique a été travaillé de la manière suivante avec des achats de terrain.

Libellé	Total	2023	2024	2025	2026
DEVELOPPEMENT TERRITORIAL					
	2 455 500	***745 500***	***1 200 000***	***505 000***	***5 000***
AE01 - Bâtiment multi-service aux entreprises	*1 310 500*	10 500	800 000	500 000	
AE04 - Soutien installation agriculteur démarche agro-écologie	*70 000*	20 000	50 000		
AE05 - Acquisition foncière et création/extension zone	*1 000 000*	700 000	300 000		
AE06 - Installation casiers alimentaires	*50 000*		50 000		
AE07 - Outils numériques au serv producteurs commer etrepr	*15 000*	15 000			
AE08 - Plan mobilité entreprises	*10 000*			5 000	5 000

Budget annexe Office de tourisme

En section d'investissement, en 2022 un véhicule a été acheté, il n'est pas prévu une nouvelle acquisition de véhicule en 2023.
Au niveau de la section de fonctionnement, le salaire des agents travaillant à l'Office de tourisme sera facturé au budget annexe de l'OT.
Au niveau des recettes, le montant de la taxe de séjour sera affecté en 2023 pour 50 000 € au regard des rentrées de 2022 (données non actualisées à ce jour – recettes titrées au budget 2022 : 22 000 €).

Budget annexe Gémapi

Les premiers éléments qui ont pu être récoltés à ce jour révèlent des dépenses de fonctionnement avoisinant 386 452 € liées principalement aux contributiosn aux syndicats. Ces chiffrages devront être affinés dans les semaines qui arrivent :

- Participations aux syndicats pour environ 170 000 €,
- Interventions sur bassins écréteurs, digues (sonde, surveillance…) : 80 000 €
- Etudes (MIRAPI, PAPI, CEPRI…) : 15 000 €
- Salaires : 25 000 €

Les recettes de fonctionnement sont réparties comme suit :

- 59 525 € liées aux attributions de compensations déduites aux communes lors du transfert de compétence
- Taxe Gémapi, qui au vu des dépenses de fonctionnement connues à ce jour d'élèverait à 326 927 €. Ce montant sera à voter lors de la séance du mois de mars lors du vote du budget prévisionnel 2023.

Budget annexe Multiple rural

En section de fonctionnement aucune évolution n'est prévue des dépenses par rapport à 2021 et 2022.
Au niveau des recettes, le loyer de l'appartement sera comptabilité, celui du multiple est vacant, aucun locataire n'ayant repris le multiple à ce jour.
Au niveau de la section d'investissement il n'est pas prévu de travaux en 2023 à ce jour. Si des travaux doivent être engagés, le résultat d'investissement reporté permettra de créditer les dépenses d'investissement pour les financer.

Annexe – Ressources Humaines

1- Structure des effectifs

- *Equivalents temps plein (ETP) moyen annuel tous statuts confondu (CDD occasionnels et saisonniers compris) :*

2019 : 97,79 ETP pour 191 agents

2020 : 107,76 ETP pour 187 agents

2021 : 135,19 ETP pour 236 agents

2022 : 142,70 ETP pour 270 agents

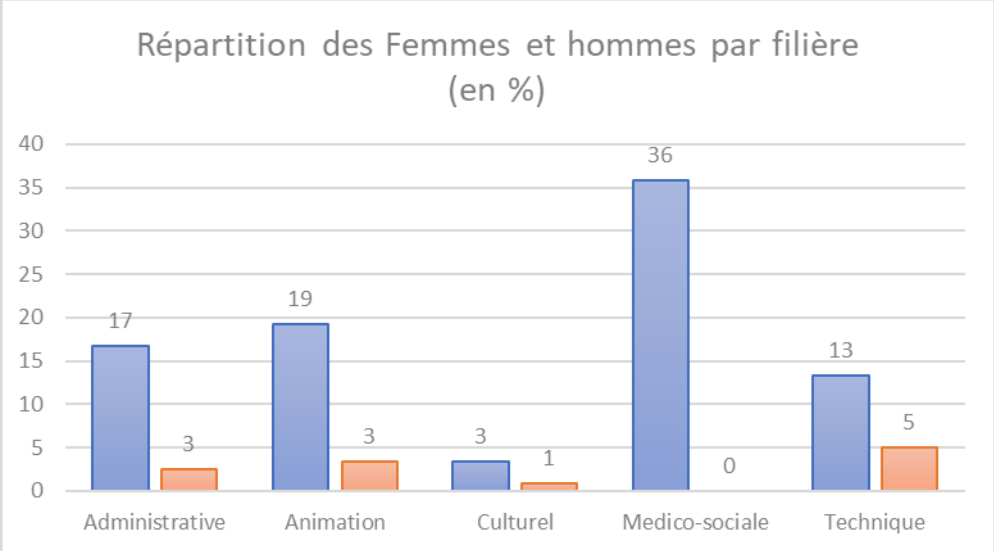
- *Effectif par statut dans l'année*

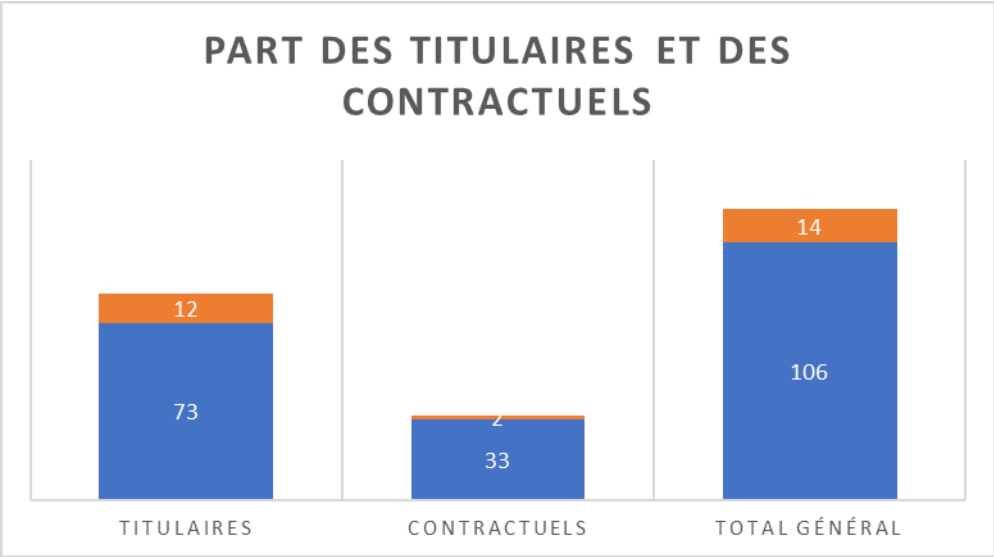
	CDD	CDD permanent	CDI	Apprentissage	Titulaire	Total
2019	97	10	13	0	71	191
2020	78	20	10	1	78	187
2021	96	39	9	2	90	236
2022	108	58	9	3	92	270

- *Emploi permanent par catégories au 31 décembre*

	CDI et CDD permanents				Titulaires			
	A	B	C	Total	A	B	C	Total
2019	3	3	17	23	9	7	55	71
2020	2	3	25	30	10	6	57	73
2021	3	3	24	30	12	8	69	89
2022	3	7	27	37	12	15	56	83

- *Répartition Hommes/Femmes par filière emploi permanents au 31 décembre*





2- Dépenses de personnel – éléments de rémunération

- *Rémunération moyenne brute mensuelle rétablie en ETP des fonctionnaires par catégorie en 2022*

2022	Nb agents rémunérés	Traitement brut indiciaire	NBI montant	IFSE	Supplément familial
A	12	2 491 €	70 €	484 €	75 €
B	18	1 967 €	83 €	369 €	71 €
C	62	1 796 €	66 €	210 €	50 €

- *Comparatif avec rémunération brute mensuelle des fonctionnaires rétablis en ETP par catégorie en 2021*

2021	Nb agents rémunérés	Traitement Indiciaire Brut	NBI (11% des agents)	Régime indemnitaire	Supplément Familial (60% des agents)
A	12	2 463 €	106 €	468 €	77 €
B	8	1 897 €	82 €	517 €	74 €
C	70	1 698 €	60 €	175 €	50 €

- *Avantages en nature en € versés*

Aucun avantage en nature n'a été versé en 2022.

- *Heures supplémentaires*

En 2022, aucune heure supplémentaire n'a été payée.

3- Durée effective du temps de travail

La durée légale du temps de travail de 1607h est appliquée dans l'ensemble des services de la Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans.

En outre, le règlement intérieur du personnel a été approuvé en comité technique et en conseil communautaire en 2019. Ce dernier confirme et réaffirme la nécessité de réaliser 1607h de travail effectif pour un temps complet.

Annexe – Etat de la dette

Etat de la dette 2023

Budget principal

Fonction	Objet de la dette	Date de 1ère échéance	Date de dernière échéance	Durée Initiale	Organisme Prêteur	Périodicité	Pourcentage	Montant Initial	Dette en capital au 01/01/2023	Annuité	Capital	Intérêts	Dette en capital au 31/12/2023	Taux
VOIRIE	**Voirie 2008**	20/10/2009	20/11/2023	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	100,00	250 000,00	23 045,28	24 215,98	23 045,28	1 170,70	0,00	5,08
VOIRIE	**Voirie 2014 Pouillon**	05/04/2015	05/08/2024	10 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	100,00	300 000,00	68 181,41	35 818,32	33 527,42	2 290,90	34 653,99	3,36
ECOLES	**Ecole maternelle Bélus**	18/08/2010	18/08/2024	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	100,00	300 000,00	49 735,07	26 090,18	24 429,03	1 661,15	25 306,04	3,34
VOIRIE	**Voirie 2009**	22/10/2010	22/10/2024	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	100,00	200 000,00	32 409,84	16 955,24	15 950,53	1 004,71	16 459,31	3,10
ECOLES	**Ecole maternelle Orthevielle**	15/09/2011	15/01/2025	15 ans	CREDIT AGRICOLE AQUITAINE	An	100,00	150 000,00	35 616,44	12 705,43	11 469,54	1 235,89	24 146,90	3,47
VOIRIE	**Voirie 2010**	11/10/2011	05/03/2025	15 ans	CREDIT AGRICOLE AQUITAINE	An	100,00	200 000,00	46 895,21	16 626,74	15 149,54	1 477,20	31 745,67	3,15
VOIRIE	**Voirie 2015 Pouillon**	15/10/2015	15/10/2025	10 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	Trim	100,00	340 000,00	108 012,52	36 988,76	35 405,91	1 582,85	72 606,61	1,67
ADMIN GENERALE	**Maison de retraite Pouillon**	15/02/2001	15/11/2025	25 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	Trim	100,00	1 372 041,16	281 643,44	102 706,36	88 675,27	14 031,09	192 968,17	5,64
VOIRIE	**Voirie 2016 Pouillon**	09/05/2017	20/05/2026	10 ans	CREDIT AGRICOLE AQUITAINE	An	100,00	200 000,00	83 183,78	21 491,99	20 385,65	1 106,34	62 798,13	1,33
BATIMENTS TECHNIQUES	**Bâtiments techniques**	05/04/2013	05/04/2027	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	100,00	150 000,00	62 391,70	14 383,05	11 307,14	3 075,91	51 084,56	4,93
ECOLES	Voirie 2011 + **école maternelle Peyrehorade**	29/12/2012	01/06/2027	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	42,86	150 000,00	61 465,52	14 024,75	11 221,92	2 802,83	50 243,61	4,56
VOIRIE	**Voirie 2011** + école maternelle Peyrehorade	29/12/2012	01/06/2027	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	57,14	200 000,00	81 954,03	18 699,65	14 962,55	3 737,10	66 991,47	4,56
ECOLES	Voirie 2013 + **écoles maternelles**	28/01/2014	28/01/2028	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	60,00	150 000,00	68 328,73	12 962,47	10 345,48	2 616,99	57 983,24	3,83
VOIRIE	**Voirie 2013** + écoles maternelles	28/01/2014	28/01/2028	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	40,00	100 000,00	45 552,48	8 641,65	6 896,99	1 744,66	38 655,50	3,83
ECOLES	Ecloserie + voirie 2012 + **école Sorde**	01/06/2013	01/03/2028	15 ans	LA BANQUE POSTALE	Trim	28,57	100 000,00	35 000,04	7 901,68	6 666,68	1 235,00	28 333,37	3,80
VOIRIE	Ecloserie + **voirie 2012** + école Sorde	01/06/2013	01/03/2028	15 ans	LA BANQUE POSTALE	Trim	28,57	100 000,00	35 000,04	7 901,68	6 666,68	1 235,00	28 333,37	3,80
ECOLES	Voirie 2014 + **écoles maternelles**	22/12/2015	22/12/2029	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	50,00	100 000,00	51 227,17	8 058,83	6 793,52	1 265,31	44 433,65	2,47
VOIRIE	**Voirie 2014** + écoles maternelles	22/12/2015	22/12/2029	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	50,00	100 000,00	51 227,17	8 058,83	6 793,52	1 265,31	44 433,65	2,47
VOIRIE	**Travaux de voirie 2016** +rénovation de la piscine +construction d'un atelier relais	31/05/2017	31/05/2031	15 ans	Crédit Mutuel	An	25,00	100 000,00	63 350,72	7 724,44	6 520,78	1 203,66	56 829,94	1,90
PISCINE	Travaux de voirie 2016 **+rénovation de la piscine** +construction d'un atelier relais	31/05/2017	31/05/2031	15 ans	Crédit Mutuel	An	37,50	150 000,00	95 026,08	11 586,66	9 781,17	1 805,49	85 244,91	1,90
VOIRIE	**pret voirie 2022**	05/01/2023	05/10/2032	10 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	Trim	100,00	428 000,00	428 000,00	53 593,10	42 800,00	10 793,10	385 200,00	2,62
Crèche	**Construction creche Pouillon**	28/12/2018	28/12/2032	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	100,00	250 000,00	172 507,94	18 636,45	16 169,59	2 466,86	156 338,35	1,43
VOIRIE	**voirie 2017**	28/12/2018	28/12/2032	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	100,00	200 000,00	138 006,35	14 909,16	12 935,67	1 973,49	125 070,68	1,43
VOIRIE	**voirie** et numérique 2018	01/12/2018	01/09/2033	15 ans	LA BANQUE POSTALE	Trim	67,45	400 000,00	294 692,33	29 480,86	25 660,58	3 820,28	269 031,74	1,34
Interventions économiques	voirie et **numérique 2018**	01/12/2018	01/09/2033	15 ans	LA BANQUE POSTALE	Trim	32,55	193 000,00	142 189,05	14 224,54	12 381,24	1 843,30	129 807,82	1,34
Interventions économiques	voirie 2019 et **numérique**	01/11/2019	01/08/2034	15 ans	LA BANQUE POSTALE	Trim	39,72	282 012,00	224 303,74	20 209,44	18 121,24	2 088,20	206 182,50	0,96
VOIRIE	**voirie 2019** et numérique	01/11/2019	01/08/2034	15 ans	LA BANQUE POSTALE	Trim	60,28	427 988,00	340 408,59	30 670,32	27 501,20	3 169,12	312 907,39	0,96
Interventions économiques	Voirie 2020 - **numérique** - vestiaires piscine	03/09/2020	03/06/2035	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	Trim	37,11	281 998,00	234 998,32	20 828,62	18 799,88	2 028,74	216 198,45	0,89
PISCINE	Voirie 2020 - numérique - **vestiaires piscine**	03/09/2020	03/06/2035	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	Trim	6,58	50 008,00	41 673,33	3 693,64	3 333,88	359,76	38 339,46	0,89
VOIRIE	**Voirie 2020** - numérique - vestiaires piscine	03/09/2020	03/06/2035	15 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	Trim	56,32	427 994,00	356 661,65	31 612,02	28 532,96	3 079,06	328 128,71	0,89
Interventions économiques	Voirie 2021 - **Numérique 2021**	01/01/2022	01/10/2036	15 ans	LA BANQUE POSTALE	Trim	39,72	282 000,00	263 200,01	20 669,90	18 800,00	1 869,90	244 400,01	0,73
VOIRIE	**Voirie 2021** - Numérique 2021	01/01/2022	01/10/2036	15 ans	LA BANQUE POSTALE	Trim	60,28	428 000,00	399 466,67	31 371,32	28 533,32	2 838,00	370 933,35	0,73
ADMIN GENERALE	Voirie 2017 + **Construction MSAP**	03/02/2017	03/11/2036	20 ans	CREDIT FONCIER DE FRANCE	Trim	90,48	950 000,00	689 074,38	53 654,44	45 387,64	8 266,80	643 686,74	1,23
VOIRIE	**Voirie** 2017+ Construction MSAP	03/02/2017	03/11/2036	20 ans	CREDIT FONCIER DE FRANCE	Trim	9,52	100 000,00	72 534,15	5 647,84	4 777,65	870,19	67 756,50	1,23
Maternelles	*Emprunt Maternelles Pouillon*		*2036*			*An*			*147 492,33*	*17 777,14*	*14 897,41*	*2 879,73*	*132 594,92*	
Maternelles	*Emprunt Maternelles Habas*		*2029*			*An*			*48 875,98*	*9 615,76*	*6 854,81*	*2 760,95*	*42 021,17*	
Numérique	*Sydec*		*2032*			*An*		*150 000,00*	*106 703,58*	*10 574,94*	*8 335,28*	*2 239,66*	*98 368,30*	
Crèche	*CAF*		*2026*			*An*		*207 718,54*	*118 696,00*	*29 674,00*	*29 674,00*		*89 022,00*	
								Totaux	**5 598 731,07**	**830 386,18**	**729 490,95**	**100 895,23**	**4 869 240,18**	

ıexe Action économique

Objet de la dette	Date de 1ère échéance	Date de dernière échéance	Durée Initiale	Organisme Prêteur	Périodicité	Pourcentage	Montant Initial	Dette en capital au 01/01/2023	Annuité	Capital	Intérêts	Dette en capital au 31/12/2023	Taux
Ecloserie + voirie 2012 + école Sorde	01/06/2013	01/03/2028	15 ans	LA BANQUE POSTALE	Trim	42,86	150 000,00	52 500,06	11 852,50	10 000,00	1 852,50	42 500,06	3,80
voirie 2016 +rénovation de la piscine +**construction atelier relais**	31/05/2017	31/05/2031	15 ans	Crédit Mutuel	An	37,50	150 000,00	95 026,08	11 586,66	9 781,17	1 805,49	85 244,91	1,90
Achat bâtiment économique	01/07/2020	01/01/2035	15 ans	LA BANQUE POSTALE	Sem	100,00	222 000,00	185 000,00	16 250,40	14 800,00	1 450,40	170 200,00	0,80
Ateliers solidaires	01/07/2016	01/07/2035	20 ans	Caisses des depots	An	100,00	200 000,00	137 887,96	11 951,14	9 538,10	2 413,04	128 349,86	1,75
Landadour	21/05/2013	21/05/2037	25 ans	Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes	An	100,00	307 000,00	229 583,49	22 842,00	10 260,82	12 581,18	219 322,67	5,48
							Totaux	**699 997,59**	**74 482,70**	**54 380,09**	**20 102,61**	**645 617,50**	

	Dette en capital au 01/01/2023	Annuité	Capital	Intérêts	Dette en capital au 31/12/2023
Totaux emprunts	**6 298 728,66**	**904 868,88**	**783 871,04**	**120 997,84**	**5 514 857,68**